

SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N)

DELIBERATION

BUREAU EXECUTIF DU 29 SEPTEMBRE 2022

Délibération portant Médiation Préalable Obligatoire – CDG26

(Délibération BE 2022-34)

L'an deux mille vingt-deux, le 29 septembre, le Bureau Exécutif du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le mercredi 21 septembre 2022, s'est réuni en session ordinaire en visio-conférence, sous la présidence de Didier-Claude BLANC, Président.

MEMBRES PRESENTS :

Didier-Claude BLANC,

Max TOURVIEILHE, Pierre MAISONNAT,

Marie FERNANDEZ, Franck SOULIGNAC,

Isabelle MASSEBEUF, Virginie FERRAND,

Aurelien FERLAY, Christel FALCONE, Claude BRUN, Christian REY, Jérôme LEBRAT
Philippe INARD.

MEMBRES ABSENTS EXCUSES :

Sylvie GAUCHER,

Sami KEFI JEROME,

Jacques LADEGAILLERIE,

Christophe MATHON, Franck FERROUSSIER,

Pouvoir : 0

Secrétaire de séance : Marie FERNANDEZ

EN EXERCICE : 18 PRESENTS: 13 (13 voix) VOTANTS : 13

Le Bureau Exécutif

- Vu le code de justice administrative et notamment les articles L.213-1 et suivant et les articles R. 213-1 et suivant de ce code ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut relatif à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 ;
- Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux ;

Considérant que le CDG 26 est habilité à intervenir pour assurer des médiations ;

Décide à l'unanimité des voix :

- **ARTICLE 1** d'adhérer à la mission de médiation du CDG 26.
- **ARTICLE 2** de prendre acte que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation.

En dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité garde son libre arbitre de faire appel au Centre de gestion si elle l'estime utile.

- **ARTICLE 3** de prendre acte des tarifications exposées
- **ARTICLE 4** d'autoriser le Président à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 26 ainsi que tous les actes y afférents.

Le Président



Didier-Claude BLANC

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans les deux mois à compter de sa publication, devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

Il est possible de solliciter durant cette durée un recours gracieux ou hiérarchique auprès de l'administration.

Sens des votes :

<i>Pour</i>	Didier-Claude BLANC, Max TOURVIELHE, Pierre MAISONNAT, Marie FERNANDEZ, Franck SOULIGNAC, Isabelle MASSEBEUF, Virginie FERRAND, Aurelien FERLAY, Christel FALCONE, Claude BRUN, Christian REY, Jérôme LEBRAT Philippe INARD.
<i>Contre</i>	
<i>Abstention</i>	